

ÉDUCATION

La grève du Cnapest maintenue

Dès demain, le secteur de l'éducation renouera avec la protestation. Le Cnapest maintient son appel à une grève d'une journée automatiquement renouvelable. Ses rencontres avec des représentants du ministère de l'Éducation n'ont pas dissuadé le syndicat de geler son action.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- A peine la grève initiée par la Coordination des syndicats de l'éducation terminée que les enseignants affiliés au Cnapest sont appelés à débrayer. Les nombreuses tentatives du ministère de l'Éducation de faire changer d'avis à l'organisation syndicale menée par Nouar Larbi se sont avérées vaines.

Le syndicat estime que les réponses du ministère de tutelle ne sont pas assez convaincantes. Ces dernières sont consignées dans un procès-verbal qui résume les positions des deux parties.

Le Cnapest a posé la problématique de la promotion automatique des enseignants jusqu'à ce que les inégalités induites par le

statut particulier soient effacées, celle liée aux catégories dites en voie d'extinction et à l'incidence financière due aux promotions. A toutes ces préoccupations, les représentants du ministère ont répondu qu'il s'agissait de préoccupations déjà prises en charge et qui feront l'objet prochainement de décisions.

Autres revendications exprimées par le Cnapest, celles relatives à la médecine du travail, les primes de zones, les logements de fonction et celle de la retraite après 25 années de cotisations.

A toutes ces préoccupations, les représentants du ministère de l'Éducation se sont engagés à trouver des solutions en collaboration avec les autres parties concernées.



L'organisation de Nouar Larbi campe sur ses positions.

Des réponses en deçà des attentes du Cnapest qui a, en dépit de ces rounds de négociations, maintenu son appel à la

grève. Il a choisi de recourir à une journée de grève renouvelable. Un procédé qui ressemble à celui de la grève ouverte puis-

qu'une fois entamée le mouvement ne s'arrêtera, selon le syndicat, qu'avec la satisfaction des revendications exprimées. Avec une capacité à mobiliser qui n'est plus à démontrer, le Cnapest fait le pari de paralyser le secteur, notamment dans le palier secondaire.

Le Cnapest a en effet élargi sa représentativité aux paliers primaire et moyen mais reste fortement représenté dans celui du secondaire.

Ses compagnons de lutte réunis sous l'égide de la Coordination des syndicats de l'éducation avaient emprunté la semaine dernière le chemin de la protestation. Une action qui avait donné lieu à différentes appréciations quant au taux de suivi.

L'inévitable bataille des chiffres entre syndicat et tutelle avait bel et bien eu lieu. Il en sera certainement le cas à l'occasion du débrayage du Cnapest.

N. I.

SA SECONDE CONFÉRENCE THÉMATIQUE INTERDITE

L'opposition y voit un «message politique extrêmement négatif»

L'opposition, celle regroupée au sein de la CNLTD, se doit de revoir son mode opératoire pour matérialiser ses choix. Avec l'énième refus qui lui a été signifié pour tenir une conférence thématique prévue hier à Alger.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le thème «La transparence des élections», retenu pour les débats et pour les besoins pour lesquels un panel de spécialistes et d'académiciens a été sollicité, semble être à l'origine de ce refus. En témoigne le motif avancé par l'administration de la Wilaya d'Alger qui le trouve suffisamment «flou» pour signifier son refus. Encore que même ce refus s'est fait désirer, selon Soufiane Djilali, président de Jil Jadid, parti chargé des formalités administratives inhérentes à cet événement puisque, dira-t-il, «il nous a été signifié que tardivement jeudi dernier». Un mobile presque similaire à celui signifié au même Jil Jadid en juillet dernier quand la CNLTD projetait de tenir une conférence thématique qui devait faire la comparaison des systèmes de transition à travers le monde, sous prétexte que la salle Zinet de Riadh El-Feth, lieu retenu pour la rencontre, «était réservée à des activités culturelles».

Un mobile qui n'a pas pour autant fait plier la CNLTD dont les directions des partis qui en sont membres ont marché hier, samedi, de l'hôtel Safir jusqu'à la Grande-Poste où un rassemblement de dénonciation a été improvisé. Ceci en présence d'un dispositif sécuritaire assez significatif qui a laissé quelque peu faire, se contentant de contenir les manifestants. Dans un communiqué lu en son nom par le secrétaire général du mouve-

ment Nahda, la CNLTD estime que de par l'intitulé de la conférence «La transparence des élections», son refus ne peut être lu autrement que comme une «preuve irréfutable que la logique de la fraude est la règle et régit l'action politique en Algérie».

Elle lit également ce «refus» comme un «message politique extrêmement négatif de la part du pouvoir pour les opinions nationale et internationale». Il confirme «qu'il n'y a aucune volonté d'ouverture de l'espace des libertés politiques en Algérie».

Plus que cela, pour la CNLTD, ce refus est «l'expression d'une attitude arbitraire étrange en

contradiction d'avec l'esprit de la Constitution et de la loi». Il est également le signe d'une peur du pouvoir à l'égard de l'opposition dont le regroupement dans l'intérêt du pays vraisemblablement serait mal perçu en haut-lieu qui travaillerait, bien au contraire, à son «effritement».

Reste à savoir si les membres de l'instance de concertations et de suivi de l'opposition dont la CNLTD est membre, solliciteront une fois de plus des autorisations pour les besoins de rassemblements et de marches prévues le 24 février prochain. Une procédure qui serait, d'ailleurs, source de divergences entre les membres de l'ICSO, puisque certains veulent s'y soumettre au nom de la «légalité» au moment où d'autres la considèrent inutile.

M. K.



La CNLTD dénonce l'attitude arbitraire du pouvoir.

RASSEMBLEMENTS DE PROTESTATION DU 24 FÉVRIER PROCHAIN

L'Icso se prépare activement

L'Instance de coordination et de suivi de l'opposition (Icso) prépare activement les rassemblements de protestation du 24 février prochain. Prévu dans les 48 wilayas, ces manifestations s'opposent à l'exploration du gaz de schiste. Les préparatifs ont d'ailleurs commencé dans plusieurs wilayas du pays.

Selon le secrétaire national chargé à la communication du RCD, Atmane Mazouz, une première rencontre s'est tenue la semaine dernière à Alger. Réunissant des chargés à la communication et de l'organique des différentes formations politiques et représentants des personnalités faisant partie de l'Icso, cette réunion avait pour objectif d'arrêter les détails techniques

et les communiquer aux représentants des régions».

«Nous avons formulé des propositions sur un certain nombre de questions, notamment pour les lieux de rassemblement dans la capitale. Dans les autres wilayas, le choix est laissé aux structures locales pour s'organiser à cet effet», souligne-t-il. Toutefois, il précise que les préparatifs sont bien avancés dans

certaines wilayas. Dans le but de «réussir l'action du 24 février, d'autres rencontres de concertation et de suivi sont également attendues au courant de la semaine. «Le pouvoir n'a laissé aucun choix pour l'exercice et l'action politique en dehors de la rue et il vient de le confirmer par son refus de la tenue d'une conférence thématique à Alger», ajoute Atmane Mazouz.

De son côté, le président de Jil Djadid, Soufiane Djilali, affirme que plusieurs contacts et réunions ont eu lieu. «Des sit-in sont prévus généralement devant les sièges de wilaya.

Quant à Alger, nous n'avons pas encore déterminé le lieu exact du rassemblement», dit-il.

Des rassemblements qui seront, pour lui, un «non» à l'exploitation du gaz de schiste et une «solidarité» avec la population d'In Salah et de tout le Sud.

Sofiane Djilali estime que les citoyens du nord du pays ne bougent pas. Pourtant, poursuit-il, «il faut se solidariser avec les habitants des wilayas du sud. Il faut leur envoyer un signal fort. Un signal pour leur assurer qu'ils ne sont point abandonnés ou isolés», dit-il encore.

Rym Nasri